

**CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)
N° DAF_2024_000855**

Objet:

Prestation de location de location de chariots élévateurs sans chauffeur au profit de l'ELOCA de Marseille

Établi en application des articles L.2124-2 , R.2124-2 1°, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique (accord-cadre sur appel d'offres ouvert).

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L' ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 2 – LOCALISATION DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	3
3.1 - NORMES	3
3.2 - MATÉRIELS	3
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION	4
4.1 CORRESPONDANTS DU TITULAIRE	4
4.2 CONNAISSANCE DES PRESTATIONS	4
4.3 ÉTATS DES MATÉRIELS ENTRANTS ET SORTANTS.....	4
4.4 MISE EN PLACE DE LA PRESTATION.....	5
4.5 TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT	5
4.6 ASSURANCES	5

PREAMBULE

La construction du nouvel Hôpital d'Instruction des Armées Alphonse Lavéran sur le camp de Sainte-Marthe contraint l'établissement logistique du commissariat des armées (ELOCA) de relocaliser ses points de stockage vers des emprises extérieures.

ARTICLE 1 – OBJET DE L' ACCORD-CADRE

Le présent accord cadre a pour objet la location de chariots élévateurs sans chauffeur au profit de l'ELOCA de Marseille

ARTICLE 2 – LOCALISATION DES PRESTATIONS

Le titulaire met à disposition de l'ELOCA des appareils de levage de type chariots élévateurs sur un lieu de stockage précisé sur les bons de commande. Les transferts des appareils de levage comprenant l'amenée vers ce lieu de stockage et le repli sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le titulaire met à disposition de l'ELOCA des appareils de levage de type chariots élévateurs sur un lieu de stockage précisé sur les bons de commande. Les transferts des appareils de levage comprenant l'amenée vers ce lieu de stockage et le repli sont à la charge du titulaire.

3.1 - Normes

Les appareils mis à disposition de l'ELOCA devront répondre aux normes françaises et européennes en vigueur.

Toutes les mesures de sécurité devront être prises par le titulaire pour assurer la sécurité du personnel sur site. En cas de non-respect de cette démarche et d'incident ou accident lié aux normes des appareils, le titulaire sera reconnu seul responsable.

3.2 - Matériels

Le besoin prévisionnel qui sera commandé par bon commande sur le marché selon les conditions financières et de délai de ce dernier est d'un chariot élévateur de catégorie 5 pour les emplacements dédiés aux palettes et un chariot de catégorie 4 pour le déchargement des remorques.

Le titulaire s'assurera des contrôles périodiques de vérification tenus à jour.

Le matériel mis à disposition par le titulaire devra être en état de marche continu et permettre les opérations de manutention durant toute la durée d'exécution des bons de commande. Le titulaire devra être en mesure de présenter le carnet d'entretien de chaque chariot à la demande de l'ELOCA. Chaque matériel sera accompagné d'une notice technique en langue française décrivant son fonctionnement ainsi que les consignes de sécurité et d'entretien associées.

Le titulaire prendra ses dispositions pour la réparation ou le remplacement du matériel défectueux par un matériel équivalent sous 48 heures à compter de son signalement, sous peine d'application de pénalités prévues au CCAP.

3.21 *Caractéristiques techniques du chariot de catégorie 4*

Energie : Diesel

Options : Climatisation, caméra éventuellement

Capacité : 16 Tonnes fourches normales

Sécurité : Feux de travail, feu éclat, avertisseur sonore de recul

3.2.2 *Caractéristiques techniques du chariot de catégorie 5*

Energie : Electrique

Options : Caméra éventuellement

Capacité : 1,4 Tonnes

Sécurité : Feux de travail, feu éclat, avertisseur sonore de recul

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

4.1 Correspondants du titulaire

Les correspondants à l'ELOCA à disposition du titulaire sont les personnes suivantes :

CR1 BOURAHLA Samia

Téléphone : 04 91 63 78 40

samia.bourahla@intradef.gouv.fr

TSEF 3CL MOREIRA DA SILVA Frédéric

0491637820

frederic.moreira-da-silva@intradef.gouv.fr

4.2 Connaissance des prestations

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entreprise a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation des prestations, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus qui ne seraient et ne pourraient d'ailleurs être financés. Elle ne saurait se prévaloir, ultérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des prestations demandées.

4.3 Etats des matériels entrants et sortants

Un constat contradictoire de l'état des matériels sera réalisé entre le titulaire et le service bénéficiaire préalablement au début de la prestation.

Un constat de l'état des matériels contradictoire entre le titulaire et le service bénéficiaire sera réalisé en fin de prestation sur les éléments identiques à l'état des lieux entrant.

Les dégâts constatés par différence entre les deux constats, hors conditions d'usure normale, seront mis à la charge du service bénéficiaire. Le service bénéficiaire pourra se prévaloir de dégâts occasionnés qui ne sont pas de sa responsabilité directe.

4.4 Mise en place de la prestation

Une réunion de coordination entre le titulaire et le représentant de l'administration sera organisée avant le début des prestations afin d'arrêter l'organisation de la prestation et définir les objectifs généraux. A l'issue de la réunion, un procès-verbal sera rédigé par le service bénéficiaire et transmis au titulaire.

4.5 Travaux d'entretien courant

Les travaux d'entretien courant des appareils sont à la charge du titulaire.

Toute dégradation du matériel résultant d'une faute ou de la négligence du personnel du titulaire sera réparée à ses frais.

Si l'appareil doit être immobilisé plus de 8 heures, il sera remplacé par un modèle au moins équivalent en poids et en puissance

4.6 Assurances

Le candidat devra fournir un descriptif des garanties proposées. Le prix de la location comprend obligatoirement le coût relatif aux assurances induites par le matériel loué. Tous les matériels inclus dans la location sont concernés. La garantie vol sera comprise dans les tarifs.

Le candidat doit aussi inclure la garantie dommage ou dégradation dans le tarif. Cette garantie s'applique pour des dommages sur des matériels ou engins utilisés dans des conditions normales et réglementaires. Le vandalisme rentre dans cette garantie.

Le candidat devra indiquer dans son offre si tous les matériels et engins sont soumis aux mêmes limites de garantie et si des franchises sont applicables, en spécifiant les conditions de franchise. Il ne sera pas accepté de franchise post notification.